

Au milieu du siècle, les immenses possibilités qu'offre le chemin de fer vont relayer au second plan les grands travaux de canalisation qui, somme toute, se révèlent coûteux en regard des résultats obtenus. La disponibilité des capitaux britanniques et la rapide expansion du réseau ferroviaire américain amènent le Canada-Uni à se lancer lui aussi dans l'aventure du rail. Dès 1860, le *Grand Trunk* relie Sarnia à Portland (Maine) via Toronto, Kingston et Montréal. Dans l'enclave sud de l'ouest du Canada, le chemin de fer de la *Northern* unit Toronto à Collingwood au sud de la baie Georgienne, tandis que le réseau de la *Great Western* réduit les distances entre l'ouest du lac Ontario (Toronto-Niagara) et la frontière sud-ouest de la province (Sarnia-

Détroit). Au début du XX^e siècle, lors de la grande poussée expansionniste des réseaux ferroviaires canadiens, le *Grand Trunk* et le Canadien Pacifique réunissent par un réseau serré et entrelacé de voies ferroviaires des centaines de petites communautés du triangle sud. Les lignes du C.P. et du *G.T.R.* les mettent directement en contact avec les provinces canadiennes de l'Est et avec l'Ouest américain tandis que celles du *Canadian Northern* leur donnent accès aux vastes régions encore mal connues du Nord ontarien et de l'Ouest canadien. Là, peut-être plus qu'ailleurs, l'histoire du rail se confond avec celle de la prospérité et de la croissance industrielle.

Le chemin de fer occupe une place importante dans l'historiographie canadienne. On trouvera plusieurs monographies ou articles de revues sur le sujet. Pour un survol rapide mais assez complet de la question, on pourra lire :

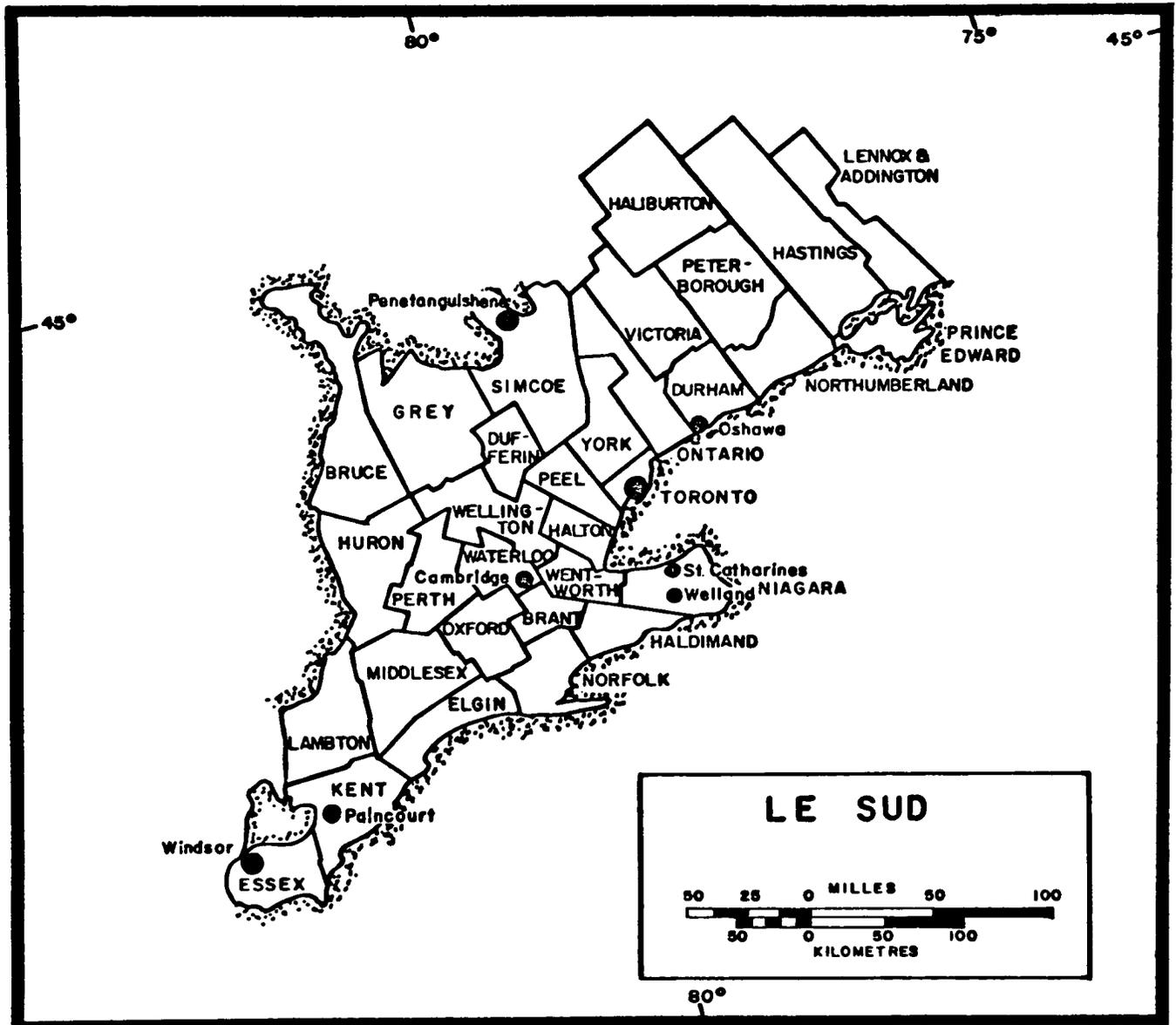
Skelton, Oscar D. *The Railway Builders. A Chronicle of Overland Highways.* Toronto et Glasgow, Brook & Company, 1916. 254 p.

La présence française

S'ils sont les premiers à occuper et à exploiter le sol de la pointe sud, les francophones participent peu aux premières étapes de son développement. Ils y viennent surtout au cours du XX^e siècle, espérant, comme beaucoup d'autres, tirer profit de la croissance industrielle. Dispersés un peu partout dans les 32 comtés de recensement, ils sont en 1971, 299 000 à se déclarer d'origine française. On les retrouve principalement

concentrés : dans le Sud-Ouest, où ils se sont établis dès le milieu du XVIII^e siècle; à Penetanguishene-Lafontaine où ils sont venus au milieu du XIX^e siècle; dans la péninsule du Niagara où ils arrivent surtout à compter de 1915; et dans la région de Toronto où ils sont présents de façon notable depuis le dernier tiers du XIX^e siècle.

La carte suivante, conçue pour des fins démolinguistiques, présente la région du Sud. Suivent à la page 53 des données statistiques.



«On peut identifier trois sous-régions où les francophones représentent une proportion respectable de la population. Le comté de Kent, la région métropolitaine du recensement de Windsor et l'agglomération de Sarnia forment la première. La deuxième correspond à la région métropolitaine de recensement de St. Catharines-Niagara et la troisième au comté de Simcoe. À ces sous-régions, on peut ajouter celle que constituent l'agglomération urbaine d'Oshawa et les deux régions métropolitaines de recensement de Hamilton et de Toronto, non pas à cause de la proportion de gens de langue maternelle française qui s'y trouve, mais à cause de leur nombre absolu. Les rapports démo-linguistiques du Tableau 17 touchent ainsi un total de 113 000 Ontariens de langue maternelle française, soit 83.7% de la population totale de langue maternelle française du Sud.»

Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .), quelques agglomérations urbaines et comtés du Sud, 1971.

| Agglomération ou Comté | Population totale | Langue maternelle française | Langue d'usage française |
|-------------------------|-------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Hamilton* | 498 505 | 9 205 (1,9) | 4 115 (0,8) |
| Toronto* | 2 628 125 | 44 815 (1,7) | 20 580 (0,8) |
| Oshawa† | 120 345 | 3 190 (2,7) | 1 580 (1,3) |
| sous-total | 3 246 975 | 57 210 (1,8) | 26 275 (0,8) |
| Kent | 101 115 | 5 285 (5,2) | 2 580 (2,6) |
| Windsor* | 258 650 | 23 355 (9,0) | 10 200 (3,9) |
| Sarnia | 78 380 | 2 980 (3,8) | 1 560 (2,0) |
| sous-total | 438 145 | 31 620 (7,2) | 14 340 (3,3) |
| St. Catharines-Niagara* | 303 440 | 16 570 (5,5) | 10 720 (3,5) |
| Simcoe | 171 435 | 7 895 (4,6) | 3 775 (2,2) |

*Région métropolitaine de recensement

†Agglomération urbaine

Savard, Pierre, *et al. Cultiver sa différence. Rapport du Groupe d'étude des Arts dans la vie franco-ontarienne*. Toronto, Conseil des Arts de l'Ontario, 1978. p. 86-90.

Le Sud-Ouest : Essex-Kent-Lambton

Peu après la capitulation de Montréal (8 septembre 1760), les établissements français du Détroit, épargnés par la guerre de la Conquête, passent sans heurts aux mains des Britanniques le 29 novembre 1760. Après un demi-siècle de présence officielle de la France, les quelques centaines de colons établis sur les deux rives de la rivière Détroit n'ont d'autre choix que de se soumettre et d'accepter la règle du nouvel occupant. Les Amérindiens, par contre, voient d'un mauvais oeil l'arrivée des marchands et militaires anglais. Au printemps 1763, encouragés par la possibilité d'un retour des armées françaises, huit cents guerriers commandés par Pontiac occupent la région et mettent le siège devant Détroit. Mais bientôt munitions, provisions

et surtout renforts leur font défaut. À la fin d'octobre leur position est intenable : Pontiac renonce à son projet d'expulsion des forces britanniques.

Par la suite, la population grandissante des deux rives de la rivière Détroit, épargnée par la guerre de l'Indépendance américaine, connaît trois décennies de paix à l'ombre du drapeau britannique. L'adoption, en 1783 (traité de Paris), d'une nouvelle frontière anglo-américaine, passant au centre de la rivière Détroit, ne remet pas immédiatement en cause la présence des troupes anglaises au fort Détroit. Les Américains n'y prennent position qu'en 1796 alors que l'Angleterre rapatrie la garnison à l'est de l'embouchure de la rivière sur l'emplacement actuel d'Amherstburg.

On obtiendra un compte rendu complet du soulèvement de Pontiac en lisant :

Peckham, Howard H. *Pontiac and the Indian Uprising*. Coll. «Phoenix Books». 2^e éd., Chicago et London, University of Chicago Press, 1961.

On trouvera une trentaine de suggestions bibliographiques supplémentaires dans :

Thibeault, Claude. *Bibliographia Canadiana*. Don Mills, Longman Canada, 1973. p. 200.

À propos du Régime britannique dans la région des établissements du Détroit on consultera :

Lajeunesse, Ernest J. *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents*. Coll. «Ontario» n° IV. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1960. p. LXXVI-LXXXIX.

Sur le rôle de la garnison britannique en poste à Détroit à l'époque de la Révolution américaine voir :

Fuller, P.M. *Windsor Heritage*. Windsor, R.M. Fuller, 1972. p. 24-29.

Entre-temps, en face de Détroit, le nombre de colons français ne cesse d'augmenter. À compter de 1770, les fils des pionniers, établis à l'origine en deçà de la décharge du lac St. Clair, bientôt rejoints par quelques colons venus de la vallée du Saint-Laurent, débordent vers les terres plus fertiles de la rive méridionale du lac. En 1768, le notaire Philippe Dejean dénombre à la Pointe de Montréal 61 occupants dont l'étendue du lopin de terre dépasse rarement les trois acres. Quatorze ans plus tard, d'après le recensement du commandant de Détroit, le major A.S. De Peyster, ils sont 119. En 1790, les terres des Canadiens français s'échelonnent sur la frange nord de l'actuel comté d'Essex, *grosso modo*

de la Rivière-aux-Canards jusqu'au delà de l'emplacement actuel du village de Pointe-aux-Roches.

Plus tard, peu après l'évacuation par la garnison anglaise du fort Détroit, certains habitants parmi lesquels on reconnaît des noms bien français comme ceux de Pierre Vallée ou de Charles Poupard optent pour la citoyenneté britannique. Certains, dont les frères Jacques et François Baby, choisissent de s'établir en terre ontarienne.

On obtiendra un aperçu de la population française de l'actuel comté d'Essex durant la seconde moitié du XVIII^e siècle en consultant les tableaux suivants présentés par :

Lajeunesse, Ernest J. *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents*. Coll. «Ontario» n° IV. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1960.

«Extract from the Census of All the Inhabitants of Detroit Made by Philip Dejean in the year 1768 on January 23rd [South Shore Only].» p. 63-64.

«A Survey of the Settlement of Detroit Made by Order of Major De Peyster the 16 Day of July 1782 [South Shore Only].» p. 69-73.

Appendix IV. «Abstract from the Detroit Notarial Records. Liber A – from April 10, 1766 to Jan. 20, 1776.» p. 312-334.

Les registres paroissiaux constituent une riche source de renseignements non seulement pour le généalogiste mais aussi pour celui qu'intéressent la démographie et l'histoire sociale. Des extraits des registres de la paroisse l'Assomption de Sandwich ont été reproduits dans l'ouvrage classique du Père Lajeunesse. On obtiendra des séries plus complètes en lisant :

Cleary, Francis. «Baptisms (1761 to 1786), Marriages (1782 to 1786) and Deaths (1768 to 1786), recorded in the Parish Registers of Assumption, Sandwich». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, VII (1906) : 31-97.

Kilroy, Margaret Claire. «In the Footsteps of the Habitant on the South Shore of the Detroit River». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, VII (1906) : 26-31.

Pour une identification plus précise des habitants français de Détroit qui, en 1796, préfèrent demeurer sujets britanniques, voir la liste présentée dans :

Lajeunesse, Ernest J. *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents*. Coll. «Ontario» n° IV. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1960. p. 189.

À compter de 1783, des Loyalistes américains trouvent refuge sur la rive nord-ouest du lac Érié. Plusieurs sujets britanniques résidant à Détroit traversent aussi la frontière et s'établissent dans le canton de Malden. Après 1796, ils y vivent à l'abri du fort Amherstburg construit par l'Angleterre pour faire contrepoids à la présence américaine à Détroit. D'autres s'installent à l'intérieur des limites de l'agglomération naissante de Sandwich. À la fin du XVIII^e siècle, Français et Anglais occupent la plus grande partie des terres de la périphérie de l'actuel comté d'Essex depuis la Pointe Pelée jusqu'à l'embouchure de la rivière La Tranche (Thames River).

Au contraire des protestants qui n'obtiennent un pasteur et un temple qu'au début du XIX^e

siècle, la communauté catholique, composée essentiellement de colons français, bénéficie des services d'un prêtre résidant dès le milieu du XVIII^e siècle. Jusqu'en 1803, ils sont desservis par le curé de la paroisse l'Assomption de la Pointe de Montréal érigée canoniquement en 1767. Devant l'extension du territoire paroissial et l'augmentation du nombre de catholiques, le sulpicien Jean-Baptiste Marchand fonde alors deux dessertes : Saint-Pierre sur la rivière La Tranche et Saint-Jean-Baptiste à Amherstburg. Plus tard, d'autres Canadiens français s'amènent dans le Sud-Ouest et fondent de nouvelles paroisses, notamment Pointe-aux-Roches et Saint-Joachim à la limite est du comté d'Essex et Paincourt dans celui de Kent.

A propos des établissements religieux de la Pointe de Montréal, on pourra revoir les articles déjà cités (p. 27) et y ajouter celui de :

Gobeil, D.A. «Quelques curés de la première paroisse ontarienne de M. Hubert au curé A. MacDonnell, Sandwich, 1781-1831» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport*. 1955-56. p. 101-116.

Pour plus de renseignements sur le développement d'autres paroisses françaises dans la région, voir :

Caron, Vincent. «La paroisse de Pain Court» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport*. 1950-51. p. 55-71.

Emery, Joseph. *Histoire de la paroisse Saint-Joachim* (. . .). 1943. 34 p. Texte dactylographié conservé au CRCCF.

On trouvera quelques renseignements sur l'histoire de la région dans :

Fuller, R.M. *Windsor Heritage*. Windsor. R.M. Fuller. 1972. 156 p.

Kilroy, Margaret Claire. «Local Historic Places in Essex County». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, VI (1905) : 55-65.

Cleary, Francis. «Notes on the Early History of the County of Essex». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, VI (1905) : 66-75.

Harman, Martin. «Windsor – Its First Hundred Years». *Ontario History*, XLVI (1954) : 179-183.

À l'origine, la plupart de ces Canadiens français se consacrent à l'agriculture. Au milieu du siècle d'autres viennent, notamment de Montréal, et travaillent à la construction de la voie ferrée de la *Great Western Railway*. Vers 1885, le C.P. dont la ligne traverse le comté de Kent et file le long du lac St. Clair au nord d'Essex, embauche plusieurs Canadiens français qui s'installent entre autres à Belle Rivière. L'expansion de l'industrie automobile à Windsor, durant la première moitié du XX^e siècle, attire à son tour plusieurs francophones du nord de l'Ontario, de l'Est ontarien et du Québec. Au même moment, la croissance du secteur pétrochimique attire d'autres francophones dans la région de Sarnia. En 1816, on comptait 3 000 franco-catholiques regroupés

surtout à l'intérieur des limites de l'actuel comté d'Essex. Cent vingt-cinq ans plus tard (en 1941), 35 000 des 300 000 habitants des comtés d'Essex, Kent et Lambton se déclarent de langue maternelle française. En 1961, la population totale du Sud-Ouest compte 959 000 personnes dont 40 000 se reconnaissent de langue maternelle française.

En fait, par suite de l'arrivée durant les deux derniers siècles de représentants de divers groupes ethniques – Loyalistes et Noirs américains, Irlandais, Allemands, Italiens, Portugais, Hollandais etc. – le poids démographique des francophones a singulièrement diminué dans le Sud-Ouest

La Presse-Frontière, 10 novembre 1921. Le futur sénateur Gustave Lacasse fonde ce journal pour défendre la cause des Canadiens français de la péninsule ouest-ontarienne. Dès 1922, il cesse de le publier. Il revient à la charge en 1931 en fondant *La Feuille d'Érable* qui durera jusqu'à la fin des années cinquante.

La Presse-Frontière

Journal hebdomadaire français de la péninsule ouest-ontarienne

VOL. 1 - NO. 2

WINDSOR, ONT., JEUDI, 10 NOVEMBRE, 1921

5 SOUS LA COPIE

Chez l'Oncle Sam

Le grand événement de jour chez nous... (Text continues with details about the political situation and the role of the press.)



LE MARCEL-FRANÇOIS

La campagne politique

Le Dr. CASGRAIN TIRE SON RING... (Text discusses the political campaign and the role of the press.)



LE DR. H. R. CASGRAIN

Ligue des Femmes Catholiques

La presse locale catholique nous a été... (Text discusses the activities of the Catholic Women's League.)

Notre concours électoral

Nous sommes que la "Chambre... (Text discusses the electoral process and the role of the press.)

Le Dr. H. R. Casgrain... (Continuation of the political campaign text.)

AVIS

Le tarif d'abonnement régulier pour notre journal... (Text provides subscription information.)

ontarien. Dès lors, ceux-ci cherchent à se doter de moyens susceptibles d'assurer le maintien de leur originalité culturelle. Regroupés autour des clochers de leurs paroisses catholiques, ils sont aussi très actifs, dès la fin du siècle dernier, dans le mouvement des Sociétés Saint-Jean-Baptiste. Plus tard, conscients de la menace que représentent pour leur survie les dispositions du Règlement XVII, ils fondent la ligue des Patriotes et réclament une école française pour leurs compatriotes de Windsor (1922). Au même moment ils résistent avec acharnement à leur évêque M^{gr} Michael Francis Fallon engagé dans une politique systématique d'anglicisation des institutions de son diocèse. En 1931, le sénateur Gustave Lacasse fonde le journal *La Feuille d'Érable* qui jusqu'au milieu des années cinquante

assure une information française à la population de la région. De nouveaux organismes et de nouvelles institutions françaises adaptés aux besoins des générations montantes – mouvements de jeunesse, clubs sociaux ou sportifs – prennent la relève et continuent au début des années soixante à témoigner de ce long acharnement à durer.

La péninsule du Niagara

Après une résistance de quinze jours, le colonel Pouchot, officier commandant la garnison française affectée à la défense du fort Niagara, capitule et accepte, le 25 juillet 1758, les termes de reddition offerts par le commandant des troupes britanniques Sir William Johnson. Soldats et officiers français sont faits prisonniers et

Sur toute cette question de la lutte des francophones du Sud-Ouest ontarien pour le maintien de leur identité culturelle, lire :

Choquette, Robert. *Langue et religion, Histoire des conflits anglo-français en Ontario*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977. 268 p.

Saint-Pierre, T. *Histoire des Canadiens du Michigan et du comté d'Essex, Ontario*. Montréal, Typographie de *The Gazette*, 1895. 347 p.

Lacasse, Gustave. «Soixante-et-quinze ans de vie catholique et française en Ontario. Vicissitudes et transformations d'un diocèse d'origine et de traditions françaises» dans *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique. Rapport. 1940-1941*. p. 19-28.

Lacasse, Maurice. *Le lion de la Péninsule. Biographie et poèmes du Sénateur Gustave Lacasse. (1890-1953)*. Chez l'auteur, 1975. 178 p.

embarqués les uns en direction de Québec, les autres vers Albany. Ils laissent derrière eux un relais névralgique tant du point de vue commercial que militaire et une région encore inexploitée.

Peu après, le fort Niagara est appelé à jouer un rôle-clé dans le nouveau système de défense britannique à la fois comme base militaire et entrepôt des postes avancés de l'Ohio et de l'Ouest. Mais les terres environnantes restent inoccupées et inexploitées jusqu'à l'arrivée des Loyalistes américains, au début des années 1780. Rejoints bientôt par d'autres colons américains, ils fondent l'établissement de Niagara West qui compte déjà une centaine de résidences en 1792, au moment où le gouverneur de la nouvelle province du Haut-Canada, John Graves Simcoe, en fait le siège du gouvernement

et le rebaptise du nom de Newark. Cinq ans plus tard, la petite ville perd son titre de capitale au profit de York, moins exposée aux éventuelles attaques de la jeune république américaine. Le choix du transfert des institutions politiques provinciales se révèle particulièrement judicieux au cours de la guerre de 1812. Pendant trois ans, la péninsule du Niagara, comme beaucoup d'autres points de la fragile frontière méridionale des colonies britanniques d'Amérique du Nord, est l'objet d'attaques fréquentes de la part des armées américaines. Les troupes anglaises résistent. En 1815, les frontières restent inchangées et le territoire colonial britannique est sauf. Alors commence à Niagara la période de reconstruction.

Un siècle après de Galinée et de Casson, un officier anglais du nom de William Lee s'émerveille devant la beauté du parc naturel qui l'entoure :

«The situation of this place and the country round it are certainly most magnificent. It (the fort) stands on Lake Ontario at the mouth of the Niagara river, eighteen miles from the great falls, the most stupendous cataract in the known world. Had I a throat of brass and a thousand tongues I might attempt to describe it, but without them it certainly begs description. The country resembles Ickworth park, if not surpassing it. For an immense space round it it is filled with deer, bears, turkeys, raccoons, and in short all sort of game. The lake affords salmon and other excellent fish. But I am afraid you will think I am growing romantic. Therefore, I shall only say it is such a paradise and such an acquisition to our nation that I would not sacrifice it to receive the dominion of any one electoral prince in Germany from the hands of the enemy.»

Cité par William Kirby. *Annals of Niagara*. 3^e éd., Niagara Falls, The Lundys Lane Historical Society, 1972. p. 44.

Sur les origines du développement de la péninsule du Niagara, on trouvera plusieurs renseignements dans :

Gentilcore, Louis. «The Beginnings of Settlement in the Niagara Peninsula 1782-1792». *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*. VII (1963) : 72-82.

Kirby, William. *Annals of Niagara*. 3^e éd., Niagara Falls, The Lundys Lane Historical Society, 1972. p. 45-224.

The History of the Country of Welland. Coll. «Canadiana Reprint» n° 15, Belleville, Mika Silk Screening, 1972.

À propos du déroulement et des effets de la guerre de 1812 au Haut-Canada, on lira le recueil de textes suivant :

Zaslow, Morris et W.B. Turner. dir. *The Defended Border. Upper Canada and the War of 1812*. Toronto, Macmillan of Canada, 1964. 370 p. Voir pour un aperçu général du théâtre des combats navals et terrestres, la carte intitulée *Upper Canada in the War of 1812* (p. 4-5).

Au noyau de pionniers loyalistes viennent se joindre, tout au cours du XIX^e siècle, les représentants de plusieurs ethnies différentes parmi lesquels on retrouve quelques Français, mais en fort petit nombre. Ainsi en 1799, un émigré royaliste, Joseph Geneviève, comte de Puisaye, achète une terre de 300 acres et une somptueuse résidence à quelque trois milles de Niagara. Il y reste avec les gens de sa maison

pendant trois ans. Plus tard, après la guerre de 1812, des soldats du régiment franco-suisse des Meurons se font concéder des terres dans la région mais les abandonnent rapidement. Puis, au milieu du XIX^e siècle, quelques ecclésiastiques français exercent leur apostolat auprès des populations catholiques.

Présence de prêtres français dans la péninsule du Niagara au XIX^e siècle.

«Un père Campion est curé de Niagara on the Lake en 1826. La paroisse de Ste-Catherine, fut fondée en 1832. En 1852, le comte de Charbonel, baron de Saussac, Lord de Bets et Cambaire, deuxième évêque de Toronto, fait venir un ami, curé de Tourville en Normandie, le père Gratton et lui confie la paroisse de Ste-Catherine. On retrouve encore des curés fondateurs francophones à Niagara Falls, Fort Erié, Port Colborne et Smithville.»

«Francophonie à St. Catharines, Vie religieuse» dans *Les Canadiens français de la Péninsule du Niagara*. Association canadienne-française de l'Ontario. Région du Niagara. Documentation recueillie par Suzanne Tanguay, Valérie Robichaud et Judith Poulin. Welland, 1976. p. 454.

À propos du passage du comte de Puisaye, on pourra lire :

Textor, Lucy Elizabeth. *A Colony of émigrés in Canada, 1798-1816*. Coll. «University of Toronto Studies», Toronto, 1904. p. 50-53.

Premier curé de la paroisse Sacré-Coeur, Rosaire Tanguay décrit la «nouvelle colonie canadienne-française de Welland» :

«J'ai ici à peu près 80 familles canadiennes-françaises; venant presque toutes du Sault Montmorency. Elles ont été transplantées ici par l'Empire Cotton Mill Ltd. Cette année, je leur ai organisé une paroisse avec l'approbation de Mgr McNeil de Toronto. Ils ont leur église à eux et la paroisse est sous le vocable du Sacré-Coeur. Lorsque le travail reprendra j'ai tout lieu de croire qu'il va se former ici un centre canadien français considérable; depuis que je suis arrivé il y a une augmentation de près de trente familles; dans un an Il y aurait aussi de très belles fermes à acheter dans les alentours de la ville pour des cultivateurs qui voudraient s'occuper de jardinage et de fruit. Vous n'ignorez pas en effet que cette partie du pays est à juste titre appelée le jardin du Canada. Alors je me suis demandé si il ne serait pas bon de faire connaître la chose à nos missionnaires agricoles pour qu'ils s'occupent de colonisation de ce côté ici. À certain point de vue ce serait plus avantageux que le Nord d'Ontario parce que le climat est moins rigoureux et l'écoulement des produits plus facile; sur un parcours de vingt cinq milles il y a six villes de 12 à 25 mille âmes.»

CRCCF. Lettre à l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, 7 janvier 1920.

«De plus il y a deux ou trois industries de fer où avec un peu d'anglais on peut se placer facilement. Les gages sont très bonnes. Il se forme actuellement un courant d'émigration de Hull et de Aylmer ces gens vont travailler à Beaverboard, à dix milles d'ici, je vais avoir l'oeil sur ce groupe-là. Ces gens s'en viennent travailler au nouveau moulin qui se bâtit à Thorold. Il y a à peu près 2500 Canadiens français de Niagara Falls à Port Dalhousie.»

CFCCF. Lettre à Samuel Genest, président de l'ACFEO, 14 mai 1920.

Il faut attendre le début du XX^e siècle avant qu'un groupe notable de francophones n'immigre dans la péninsule. On rencontre des Canadiens français dès 1911 qui, établis à St. Catharines, travaillent à la construction du canal Welland. Pendant le premier conflit mondial d'autres trouvent de l'embauche dans les usines de guerre

de Welland. En 1918, une vingtaine de chefs de famille de Saint-Grégoire-de-Montmorency près de Québec acceptent l'offre de l'*Empire Cotton Mill* et viennent à leur tour s'y installer.



Chantier de construction du canal Welland, novembre 1927

APC C7630

Si la dépression des années trente provoque une baisse des effectifs francophones, la remise en marche de la machine économique occidentale ramène de nouveaux groupes de Canadiens français – Ontariens du Nord et de l'Est de la province, Québécois ou Acadiens – vers la péninsule. Durant la Seconde Guerre mondiale plusieurs trouvent du travail dans les fabriques de matériel de guerre. Le «boom» des années cinquante en attire d'autres qui offrent leur force de travail aux grandes entreprises multinationales telles l'*Atlas Steel* et l'*Union Carbide*. D'autres trouvent de l'emploi dans les chantiers de construction des complexes hydro-électriques. Enfin, bon nombre tirent profit de la croissance dans le secteur des services.

En 1941, dans les comtés de Welland et de Lincoln, le groupe ethnique français compte 6 310 personnes et représente 3,9% de la population totale. Mais seulement 49,1% d'entre eux ont le français pour langue maternelle. Vingt ans plus tard le nombre de francophones a triplé : ils sont en effet 20 999 à se déclarer d'origine ethnique française et ils représentent 6,9% de la population totale de ces deux comtés de recensement. De ce nombre 12 790, soit 60,9% des membres du groupe français et 4,3% de la population totale, se disent de langue maternelle française.

Sans doute conscients de la faiblesse de leur position, les francophones de la péninsule du

Les travaux sur la présence française au Niagara sont rares. Il faut cependant savoir gré au conseil régional de l'ACFO d'avoir fait préparer un volumineux recueil de textes composés de photocopies de documents d'archives, de dépliants d'information ou de brochures ainsi qu'une demi-douzaine de cassettes comprenant les enregistrements d'entrevues réalisées auprès d'habitants francophones de la péninsule. Il s'agit toutefois, on l'aura deviné, d'une documentation brute qu'on ne saurait utiliser sans un traitement préalable.

Association canadienne-française de l'Ontario. Région du Niagara. *Les Canadiens français de la Péninsule du Niagara*. Documentation recueillie par Suzanne Tanguay, Valérie Robichaud et Judith Poulin. Welland, 1976. 1712 p.

On obtiendra quelques renseignements sur l'histoire religieuse, scolaire et culturelle de Welland en lisant :

Bouchard, Louis-Joseph. «Welland» dans *St-Ignace 11 et Welland*. Coll. «Documents historiques» n° 10, Sudbury, SHNO, 1946. p. 27-38.

Paulin, Gonzalve. *Paroisse du Sacré-Coeur, 1919-1969*. Welland. Les Artisans, 1969. 94 p.

Association des hommes d'affaires canadiens-français de Welland. *Vitalité des Canadiens-français à Welland*. Tecumseh, Imprimerie Lacasse, 1965. 48 p.

Niagara voient très tôt à se doter d'infrastructures propres à assurer leur identité culturelle. Ainsi, dès 1919, la petite communauté française de Welland obtient un prêtre desservant en la personne de l'abbé Rosaire Tanguay, originaire de Saint-Hyacinthe et formé chez les Sulpiciens de Montréal. L'année suivante, la paroisse Sacré-Coeur de Welland est fondée. D'autres paroisses sont érigées par la suite : l'Immaculée-Conception de St. Catharines en 1924; Saint-Jean-de-Brébeuf de Port Colborne, en 1953; Saint-Antoine-de-Padoue de Niagara Falls en 1957. À l'intérieur de la structure paroissiale, les francophones se regroupent dans divers mouvements sociaux, associations culturelles ou groupes d'action économique tels les Sociétés

Saint-Jean-Baptiste, l'organisation régionale de l'Association canadienne-française de l'Ontario, la Société des Artisans ou les caisses populaires.

Penetanguishene-Lafontaine

Il faut remonter à la fin du XVIII^e siècle, alors que l'Angleterre et les États-Unis cherchent à s'entendre sur la délimitation des frontières à la hauteur du Michigan pour comprendre les événements qui donnent lieu aux premiers établissements francophones dans la région de Penetanguishene-Lafontaine.

De Michillimakinac à Penetanguishene : chronologie.

- 1796 - Cession du poste militaire britannique de Michillimakinac aux États-Unis.
- Retrait des forces anglaises sur l'île Saint-Joseph.
- 1812 - Reprise de Michillimakinac par une trentaine de soldats anglais assistés de 160 voyageurs canadiens (16 juillet).
- 1815 - Rétrocession du poste aux États-Unis d'Amérique.
- Évacuation de la garnison et des voyageurs en direction de l'île Drummond.
- 1827 - Rattachement de l'île Drummond aux États-Unis.
- 1827
à 1829 - Départs successifs des métis francophones vers Penetanguishene.

Pour un bref rappel de ces faits, on pourra consulter :

Hamil, Fred C. «An Early Settlement on St. Joseph Island». *Ontario History*, LIII (1961) : 251-256.

Lorsqu'ils viennent s'installer dans la région à la fin des années 1820, les voyageurs «canadiens», pour la plupart de descendance française et amérindienne, n'arrivent pas en territoire complètement neuf. Deux siècles plus tôt, récollets puis jésuites y ont travaillé à l'évangélisation des tribus de la Huronie (1615-1649). En outre, depuis la fin du XVIII^e siècle, les commerçants de fourrures et les autorités militaires ont déjà reconnu l'intérêt stratégique de ce relais en retrait des frontières américaines.

Dès le début du XIX^e siècle, des travaux d'arpentage sont entrepris : le canton de Tiny, où sont aujourd'hui situées les localités de Penetanguishene et Lafontaine, est arpenté entre 1820 et 1822. Celui de Nottawasaga est divisé en 1833. Premiers pionniers du sud de la baie Georgienne, les voyageurs «canadiens», parmi lesquels on trouve des Boucher, des Buissonneau, des Champagne et des Lafrenière, pour ne citer que quelques noms, s'adaptent cependant mal aux conditions de vie sédentaire du colon. Bon nombre d'entre eux reprennent d'ailleurs la route des voyageurs. C'est notamment le cas de

Naissance du poste naval de Penetanguishene.

«Depuis longtemps, les marchands de fourrures et les traiteurs désiraient avoir une route autre que celle du lac Erié, pour communiquer avec le lac Supérieur, en s'éloignant des frontières américaines, et opérer ainsi le transport de leurs marchandises, avec plus de sûreté, et à moindres frais sur une plus courte distance. Les autorités établirent ce tracé de route vers les postes les plus éloignés de l'Ouest, via le lac Simcoe et la Baie Georgienne. On se rappelle que Lord Simcoe, le lieutenant-Gouverneur, avait pratiquement lors de sa visite de 1789, décidé l'affaire, sur les recommandations des traiteurs et en considération de la situation stratégique qu'était Penetanguishene pour les fins de défense du pays.

«La Compagnie de Fourrures du Nord-Ouest, qui utilisait les services d'un grand nombre de Canadiens-français, améliora, pour sa part, considérablement cette vieille route, entre le lac Huron et York, sur le lac Ontario, dans le but de faciliter ses transports. La route avait une très grande importance pour la Compagnie du Nord-Ouest parce que, en premier lieu, elle raccourcissait de beaucoup ses communications, et, en second lieu, elle avait l'avantage de les éloigner des frontières américaines. De York à Cooh Bay, au lac Simcoe, il y avait une distance de 37 milles; la navigation sur le lac Simcoe et la rivière Matchedash jusqu'au poste comportait 77 milles, ce qui faisait un total de 114 milles. Avec les améliorations que la Compagnie fit, en partant de la baie Kempenfelt, sur le lac Simcoe, jusqu'au port de Penetanguishene puis de là à la baie Gloucester sur le lac Huron, la route se trouva raccourcie de 29 milles, réduisant ainsi la vieille route à 88 milles. D'où le choix de Penetanguishene, qui avait été fait, sur cette route, comme point des plus favorables à une base militaire et navale sur la baie Georgienne.»

Gobeil, D.A. *Épopée française à la Baie Georgienne. 1610-1956*. «Collection franco-ontarienne», texte inédit, non daté, p. 160-161. Conservé au CRCCF.

Sur la première vague d'immigrants métis francophones, on pourra lire :

Osborne, A.C. «The Migration of Voyageurs from Drummond Island to Penetanguishene in 1828». *Ontario History*, III (1901) : 123-165.

Aux témoignages recueillis de la bouche même de quelques-uns de ces voyageurs, encore vivants à la charnière du siècle, l'auteur ajoute une liste commentée intitulée «List of the Drummond Island Voyageurs.»

«Renfort de colons canadiens-français émigrés de l'est du Canada».

«À l'ouest de la baie Penetanguishene, au sommet du canton Tiny, se trouvait à l'état presque vierge, un vaste plateau partagé en deux versants égaux par une petite rivière. Couvert à peu près partout d'une épaisse couche de terre arable, ce plateau n'attendait que le travail du défricheur pour rendre au

Andrew Vasseur et de François Sicard qui retournent au poste de Bruce Mines en face de l'île Saint-Joseph, de Pierre Laviolette, mort à Marquette dans le Michigan, où se sont installés ses descendants, et aussi de beaucoup d'autres qui s'éparpillent dans les localités voisines comme Pierre Bletté dit Sorelle, décédé à Owen Sound, ou encore Joseph St-Onge, dit Latard, établi peu après son arrivée à Penetanguishene, à Newmarket. Quelques-uns, par contre, prennent racine. Louis Ducheneaux, né à Beaumont, près de Québec, en 1789, semble avoir été le premier Canadien français à ériger sa demeure dans les limites actuelles de Lafontaine (en 1830); il ne

laisse toutefois pas de descendants. Louis-Georges Labatte s'installe, en 1834, sur le lot voisin; ses descendants sont encore présents à Lafontaine au milieu du XX^e siècle.

L'arrivée au début des années 1840 d'un second groupe d'immigrants canadiens-français venus de la région de Trois-Rivières et des comtés de Vaudreuil et de Soulanges, provoque une accélération du processus de mise en valeur des terres. Répondant à l'appel du curé Charest de Penetanguishene, ils s'amènent, surtout entre 1837 et 1854, s'attaquent aux forêts avoisinantes et donnent bientôt naissance à la localité de Lafontaine.

centuple. Un certain nombre de familles des anciens Voyageurs que nous connaissons avaient tenté, en allant s'y établir, un essai de colonisation: mais leur ténacité fit défaut, leurs efforts demeurèrent éphémères et leur exemple ne fut pas suivi par les leurs. Leur geste ne dût toutefois pas demeurer sans résultat. En 1837, en effet, M^{re} Rémi Gaulin, évêque auxiliaire de Kingston, confiait la desserte des catholiques de la région de Penetanguishene, à un jeune prêtre originaire de Sainte-Anne-de-la-Pérade, qu'il venait d'ordonner le 4 juin à Cornwall et de recevoir dans son diocèse. Il arrivait à Penetanguishene le 1^{er} juillet 1837. Le vaillant missionnaire eût bien vite fait de visiter non seulement ses familles, mais aussi toutes les terres soumises à sa juridiction.

«Fils de cultivateur, il prêta une oreille attentive aux renseignements que lui donnèrent les pionniers métis du nord du canton Tiny, sur les richesses forestières et agricoles qu'il contenait. Dès lors, il eût l'heureuse idée d'intéresser des gens de sa paroisse natale.

.....

«Ces braves gens firent de leur voyage des rapports si favorables qu'ils en gagnèrent plusieurs à leur projet. De proche en proche, leur mouvement de colonisation se propagea chez leurs connaissances du comté de Champlain. Il atteint son maximum vers 1854, à la suite de la construction de la ligne de chemin de fer du Grand Tronc, entre Montréal et Toronto et de l'ouverture de la route Yonge, reliant York ou Toronto au lac Simcoe. Chaque année depuis lors, la colonie française, le «French Settlement» vit s'augmenter régulièrement le nombre de ses belles familles, venues de maintes paroisses de la province de Québec.

«Les Mémoires de Penetanguishene nous disent qu'entre 1837 et 1854, ce fut une période d'immigration intense. De nouveaux arrivants allaient s'établir dans le fond des bois (Backwoods). Un grand nombre de Canadiens-français vinrent vers Penetanguishene et Tiny, formant ce que l'on appelait «le French Settlement». Les premiers colons venaient de la place de M. Charest, le curé de Penetanguishene. C'était en 1841 et pendant 25 ans, l'immigration continua jusqu'à ce que la grande forêt fut détrônée et le pays rempli de colons.

.....

«D'après les registres, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Batiscan, Champlain, Sainte-Geneviève, etc., fournirent des Brunelle, des Marchand, des Marchildon, des Maurice; Joliette et ses environs, des Beausoleil, des Desroches, des Laurin, des Longpré, des Lafrenière, et des Marion; les comtés de Soulanges et de Vaudreuil, des Beauchamp, des Pilon et des Vallée; Saint-Anicet, des Charlesbois, des Chrétien, des Quesnelle, des Leblanc; Ham-sud, dans le comté de Wolfe, des Robitaille, et combien d'autres mériteraient la mention d'honneur et l'appel des braves?»

Gobeil, D.A. *Épopée française à la Baie Georgienne 1610-1956*. «Collection franco-ontarienne», texte inédit, non daté. p. 170-181. Conservé au CRCCF.

En 1878, une quarantaine de ces familles françaises quittent Lafontaine pour s'établir plus à l'ouest, dans les plaines du Manitoba et du Minnesota. En dépit de cette baisse démographique importante, le nombre de Canadiens français vivant dans les cantons agricoles de Tay et de Tiny atteint approximativement, en 1879, les 2 500.

Désormais, l'augmentation numérique du groupe ethnique francophone de Simcoe ne repose plus sur un apport significatif de l'extérieur et reste tributaire du phénomène d'accroissement naturel.

Entre 1871 et 1911, la population française du comté augmente de 54,7% passant de 3 024 à 6 686. Trente ans plus tard, en 1941, 9 145 des 87 057 habitants se déclarent «d'origine raciale française»; 6 881 d'entre eux, soit 75,2% ont encore le français pour langue maternelle. À l'instar de leurs ancêtres, ces francophones se consacrent essentiellement, encore de nos jours, aux travaux agricoles.

Parmi les travaux traitant spécifiquement du groupe canadien-français de Penetanguishene-Lafontaine, on lira :

Marchildon, Thomas. «Paroisse de l'Exaltation de la Sainte-Croix de Lafontaine» dans *Verner et Lafontaine*. Coll. «Documents historiques» n° 8, Sudbury, SHNO, 1945. p. 34-56.

_____. *Le loup de Lafontaine*. Coll. «Documents Historiques» n° 29, Sudbury, SHNO, 1955. 39 p.

[Anonyme]. *Lafontaine. L'Église de Sainte-Croix, 1855-1955*. [s.l.], [s.n.], 1955. 100 p.

Le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa conserve dans ses archives un cahier manuscrit de 125 pages rédigé par l'abbé Henri Brunet, chef spirituel à Lafontaine entre 1915 et 1937, et intitulé *Notes historiques sur la Paroisse Sainte-Croix de Lafontaine*.

Toronto et la zone industrielle du lac Ontario

Poste de traite puis de défense sous le Régime français, Toronto garde jusqu'à fort avant dans le XIX^e siècle l'aspect d'une petite capitale de province. Trente-quatre ans après sa fondation par le gouverneur Simcoe (1793), la population de York n'est que de 1 817 habitants. Mais à compter de la fin des années 1820, alors que les immigrants britanniques affluent vers l'Ontario, Toronto tend à s'affirmer comme centre commercial de la province. En six ans, la population de la capitale du Haut-Canada

augmente de 413%, passant de 2 235 en 1828 à 9 252 en 1834. C'est qu'en plus de son statut de capitale politique, Toronto jouit, de par sa situation géographique, d'une position commerciale stratégique. Protégé par le lac Ontario et relié au marché américain par le canal Érié, il s'avère aussi un relais d'importance sur la route qui mène de Montréal au Nord-Ouest et attire dès l'origine de nombreux marchands anglais et américains.

Croissance de York entre 1815 et 1834.

«During the period, the relative importance of York within the province changed completely. In 1815 it had been a small village whose main distinction was that it was the seat of government. Kingston was the commercial centre of the province, and the largest town. With the great British immigration of the 1820's and 1830's, Kingston lost its pre-eminence. Its rocky hinterland was already well settled; the tide of settlers flowed past it up the Lake to York, which still had excellent unoccupied farm lands near it. With the settlement of the Home District and of Western Ontario, York's commercial importance increased tremendously. Competition for the western Ontario market came from Dundas and Ancaster, but both were hampered by the absence of a good port at a time when supply lines ran on water. Niagara and Queenston both had suffered during the War and were finally rendered negligible when the Welland and Erie canals by-passed them. By 1831 the population of York was greater than that of its nearest rival, Kingston; by 1834 it was more than twice as large.»

Firth, Edith G. *The Town of York 1815-1834. A Further Collection of Documents of Early Toronto*. Coll. «Ontario» n° V, Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1966. p. XXXIV.

À propos des origines de York, on lira :

Firth, Edith G., dir. *The Town of York, 1798-1815. A Collection of Documents of Early Toronto*. Coll. «Ontario» n° V, Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1962. 368 p.

Pour un aperçu général de l'histoire de Toronto, on pourra consulter l'ouvrage classique de :

Guillet, Edwin G. *Toronto from Trading Post to Great City*. Toronto, The Ontario Publishing Co. 1934. 495 p.

Ces nouveaux venus ne sont cependant pas les premiers occupants du pays. Vers 1790, avant que York ne soit fondé, Lord Dorchester accueille favorablement les demandes de terres des officiers français François de Rastel de Rocheblave, René Hyppolite LaForce et Jean-Baptiste Bouchette. Ces propriétaires laissent cependant leurs concessions en friche et ne réalisent aucun effort en vue de les exploiter. Plus tard, à la toute fin de la décennie, une colonie d'émigrés fuyant la France révolutionnaire, trouvent refuge à une

trentaine de milles au nord de York, le long de l'axe constitué par la rue Yonge. Mais en 1816, il ne reste presque plus rien de cet établissement français : l'instigateur du projet, Joseph Geneviève comte de Puisaye, et ses officiers ont soit regagné la France ou l'Angleterre ou encore se sont lancés dans le commerce.

Pour un compte rendu détaillé de l'aventure de ces émigrés français, on lira le petit ouvrage bien documenté de :

Textor, Lucy Elizabeth. *A Colony of émigrés in Canada, 1798-1816*. Coll. «University of Toronto Studies», [s.l.], [s.n.], 1904. 86 p.

Le Don District, zone de concentration francophone.

«Formerly a lovely residential district it has become an industrial one, where quasi-slum housing prevails. As the ever-increasing industrialization brought a few factories to the southern fringe adjacent to the railway lines and up the banks of the Don River, the wealthy families began to move out. The area gradually attracted a greater proportion of lower and middle-class families, and the French became the largest non-British group in the area. One of the main reasons for this influx was the establishment of a branch-plant of the Gendron Company of Ohio, whose manager, (and later proprietor), a French Canadian himself, encouraged the employment of French Canadians.»

Lee, Danielle J. *The Evolution of an Ethnic Urban Parish*. Université de Toronto, thèse M.A. (sociologie), 1967. p. 33.

Il faut attendre les années 1860 avant que les premiers groupes significatifs de Canadiens français ne viennent tenter fortune dans la capitale ontarienne. À cette époque, les terres se font rares dans la province de Québec et nombreux sont ceux qui émigrent vers les États-Unis et l'Ontario. Généralement mal préparés à affronter le défi urbain, ceux qui s'installent à Toronto trouvent de l'emploi dans le secteur des travaux publics et viennent ainsi grossir les rangs du prolétariat et des laissés-pour-compte de la croissance.

Noyés en quelque sorte dans une mer anglo-saxonne et protestante, ces nouveaux arrivants, francophones et catholiques, se regroupent autour de la rue King et tâchent d'y maintenir une ambiance culturelle qui correspond à leurs

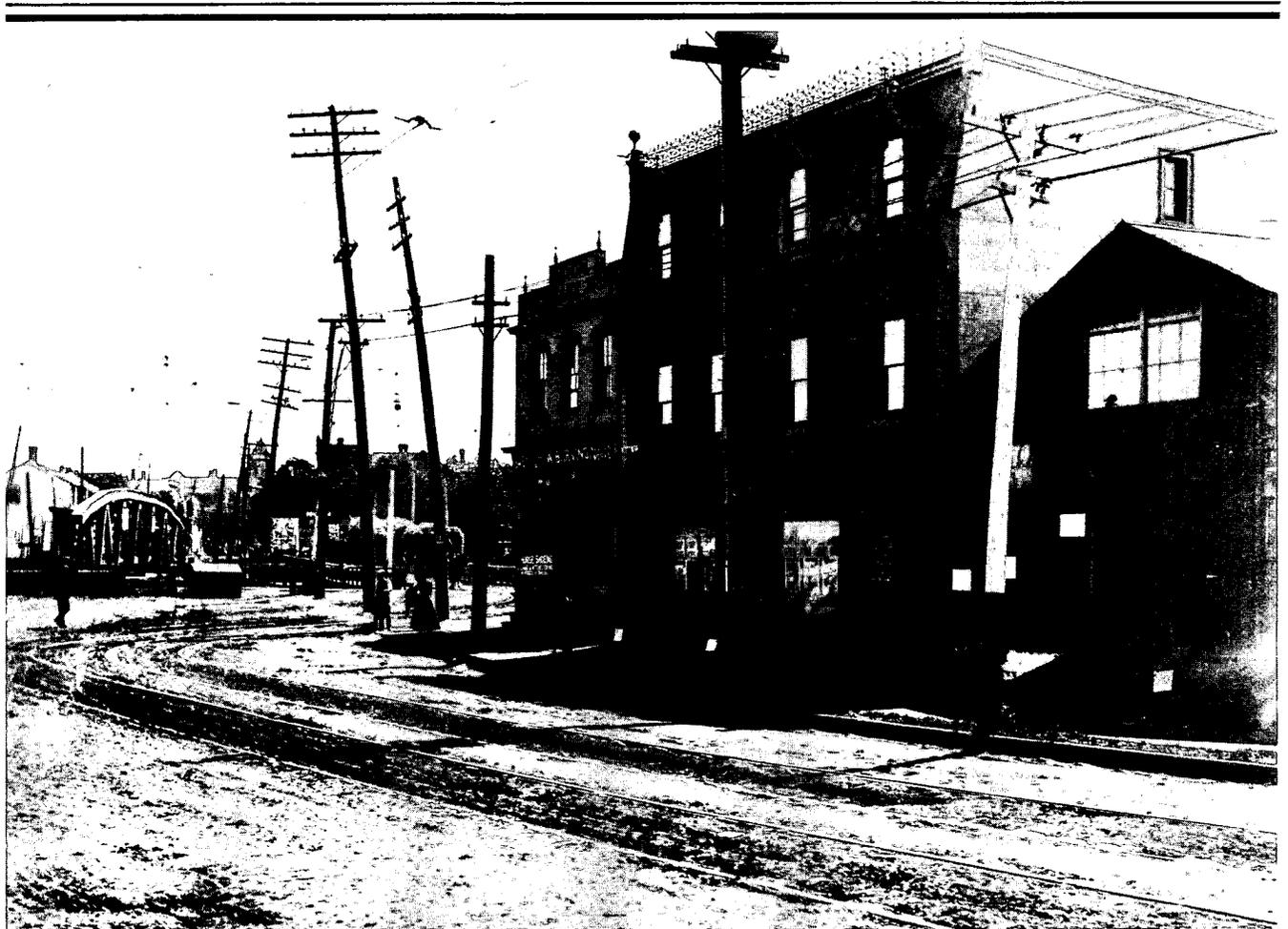
origines. En 1887, ils obtiennent de l'archevêque de Toronto une paroisse nationale française dédiée au Sacré-Coeur de Jésus. Leur premier curé, le Père Philippe Lamarche, ne se limite pas à leur offrir des services religieux. Il joue aussi auprès de ses paroissiens le rôle de conseiller en toutes matières. En 1890, il se fait même enseignant et reçoit une vingtaine d'élèves dans le sous-sol de son église. De même culture que ses ouailles, il devient vite leur leader et s'attache, en dépit du poids de l'environnement anglo-saxon de Toronto, à maintenir chez elles les fondements de la culture française. En 1936, une nouvelle église est construite au coin des avenues Sherbourne et Carlton, dans le *Don District*.

Fondée en 1885, la paroisse du Sacré-Coeur se dote d'une église l'année suivante en rénovant un vieux temple presbytérien de la rue King, entre les rues Power et Don.



La paroisse du Sacré-Coeur se révèle bientôt impuissante à assumer seule le leadership culturel et à pourvoir aux besoins spirituels de la population grandissante des francophones de Toronto. En effet, au cours de la première moitié du XX^e siècle, alors que la capitale ontarienne connaît une période de croissance sans précédent,

les francophones à l'instar des autres groupes ethniques – Italiens, Polonais, Allemands, etc. – y viennent et se répandent un peu partout dans la ville ainsi qu'à la périphérie, dans les quartiers-dortoirs de la banlieue.



Toronto, à l'angle des rues King et Don, 23 juin 1900

APC PA 55253

Parmi ces Canadiens français, plusieurs (au-delà de 50%) sont des Franco-Ontariens venus soit dans la foulée de la crise des années trente et du ralentissement du secteur minier, soit encore lors du mouvement général d'abandon des terres agricoles. La prospérité économique de Toronto attire aussi, depuis la Seconde Guerre mondiale, bon nombre de Québécois, d'Acadiens, d'Européens francophones et de Franco-Américains, tous à la recherche d'emplois dans les secteurs de l'industrie et des services. Aujourd'hui une autre paroisse, Saint-Louis-de-France, des cadres socio-culturels et des

établissements scolaires nouveaux ajoutent au rôle joué jusque-là par la paroisse du Sacré-Coeur.

Provenant d'horizons culturels différents et géographiquement dispersés, les francophones ne constituent pas un bloc homogène. Au contraire des autres groupes d'immigrants, ils ne sont plus, en 1961, qu'une minorité «invisible» dont la représentation ne dépasse qu'exceptionnellement 4% de la population de chacun des districts municipaux de recensement.

Augmentation numérique du groupe ethnique français et de la population totale à Toronto.

| Année | Comté de Toronto | Cité de Toronto | Toronto métropolitain | Toronto métropolitain pop. totale |
|-------|------------------|-----------------|-----------------------|-----------------------------------|
| 1871 | 572 | | | |
| 1901 | | 2 526 | | |
| 1911 | | 4 886 | | |
| 1921 | | 8 350 | | |
| 1931 | | 10 869 | | |
| 1941 | | 15 135 | 19 531 | 909 928 |
| 1951 | | 21 865 | 31 853 | 1 117 420 |
| 1961 | | 27 564 | 54 777 | 1 618 787 |

Fr. Alexis. «La Colonisation française en Ontario». *L'Action française*, 3 (1919) : 132.

Lee, Danielle J. *The Evolution of an Ethnic Urban Parish*. Université de Toronto, thèse M.A. (sociologie), 1967. p. 28-31.

Maxwell, Thomas R. *The Invisible French. The French in Metropolitan Toronto*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1977. p. 23.

On comprendra mieux la place qu'occupent les francophones à Toronto en lisant :

Maxwell, Thomas R. «La population française de l'agglomération métropolitaine de Toronto. Une étude sur la participation et l'identité ethnique». *Recherches sociographiques*, XII (sept.-déc. 1971) : 319-344. Voir aussi, du même auteur : *The Invisible French. The French in Metropolitan Toronto*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1977, 174 p.

Dans les régions voisines de Hamilton et Oshawa le poids des effectifs francophones est encore moindre. Venus surtout durant le second conflit mondial et au moment de la reprise d'après-guerre, ils ne représentent en effet qu'une part réduite – 0,6% en 1941 et environ 1,5% en 1961 – de la population totale des divisions de recensement de Wentworth (Hamilton) et Ontario (Oshawa).

Ainsi, malgré que sa présence dans le Sud ontarien remonte au Régime français, la population française s'y distingue par son effacement. Concentrée principalement dans quatre îlots ou isolats linguistiques et culturels, elle reste numériquement importante mais, face à la population totale du Sud, elle occupe une position réduite. Dès lors, elle est appelée à jouer un rôle marginal dans le développement de la province. À ce titre, elle ne jouit pas d'une position de force comparable à celle des francophones de l'Est ou du Nord ontariens.

Population française et francophone dans Wentworth et Ontario, 1941-1961.

| Année | Wentworth | | | Ontario | | |
|-------|---------------------------|----------------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------------|----------------------------|
| | Popula- tion totale | Origine ethnique française | Langue mater. franç. | Popula- tion totale | Origine ethnique française | Langue mater. franç. |
| 1941 | 206 721 | 4 556 | 1 458 | 65 718 | 1 277 | 422 |
| 1961 | 358 837 | 14 318 | 5 604 | 135 895 | 5 401 | 2 063 |

Régimbald, Albert. «Les Français en Ontario-sud». *Relations*, 58 (octobre 1945) : 258.

Bureau fédéral de la statistique. *Recensement du Canada*. Coll. «SP», 1961.

Chapitre III

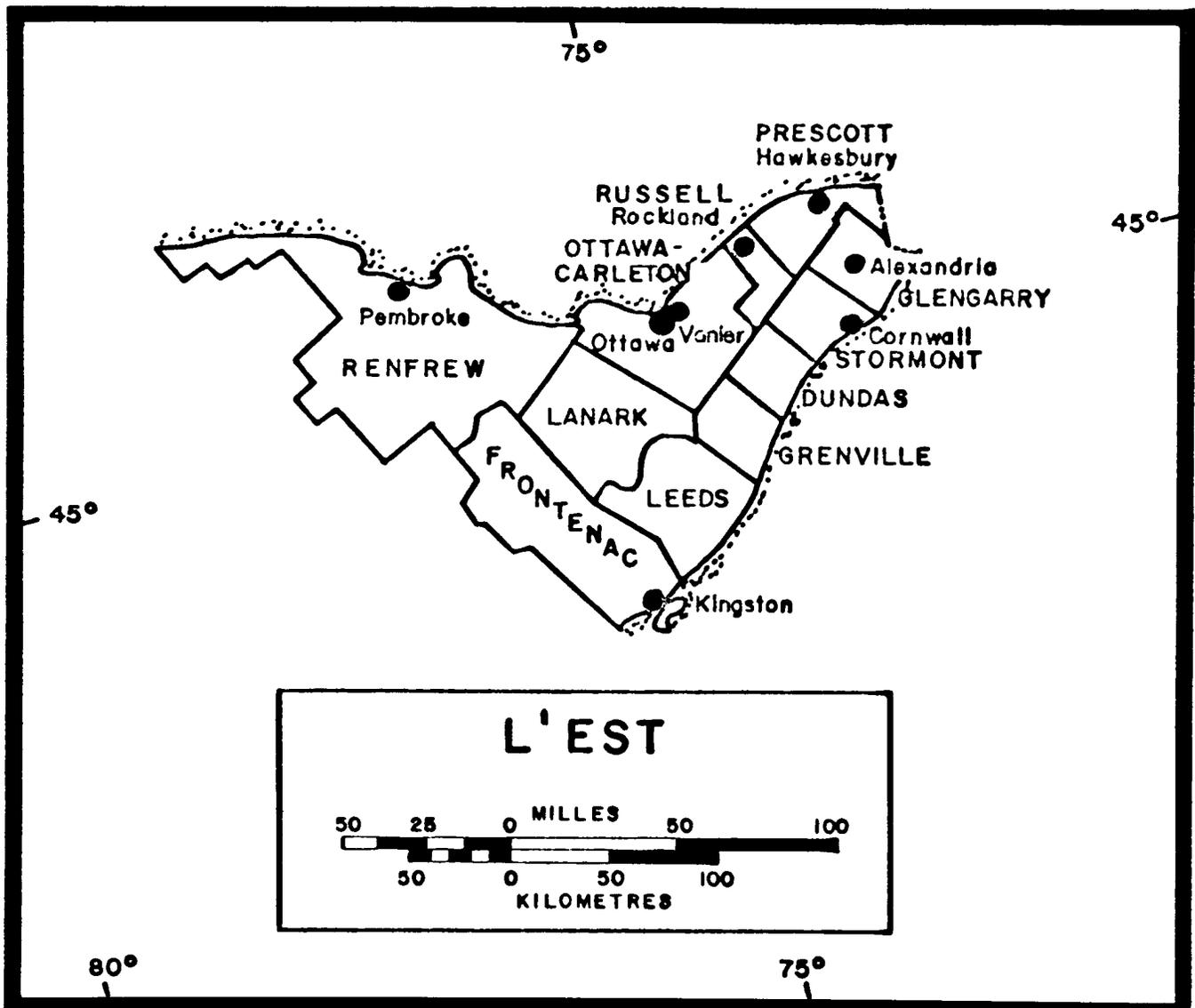
**L'Est et les
concentrations
francophones**

Délimitation géographique

L'Est est la région comprise dans le triangle reliant Kingston, Pembroke et Cornwall. Au recensement de 1971, sa population totale de 923 000 comprend 173 000 personnes (18,7%) de langue maternelle française. Les cinq comtés de Stormont (qui inclut la ville de Cornwall),

Glengarry (Alexandria), Prescott (Hawkesbury), Russell (Rockland) et Ottawa-Carleton contiennent 94,4% de la population de langue maternelle française de toute la région est.

La carte suivante, conçue pour des fins démolinguistiques, présente l'Est. Suivent à la page 75 des données statistiques.



Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .), cinq comtés de l'Est, 1971.

| Comté | Population totale | Langue maternelle française | Langue d'usage française |
|---------------------|-------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Glengarry | 18 480 | 8 160 (44,2) | 7 300 (39,5) |
| Ottawa-Carleton | 471 935 | 98 360 (20,8) | 82 705 (17,5) |
| Prescott | 27 835 | 22 595 (81,2) | 22 460 (80,7) |
| Russell | 16 285 | 13 640 (83,8) | 13 525 (83,1) |
| Stormont | 61 305 | 20 770 (33,9) | 16 880 (27,5) |
| Total : Région EST. | 923 000 | 173 000 (18,7) | 147 000 (16,0) |

Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .), quelques agglomérations urbaines de l'Est, 1971.

| Agglomération | Population totale | Langue maternelle française | Langue d'usage française |
|---------------|-------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Cornwall | 47 115 | 18 165 (38,6) | 14 860 (31,5) |
| Kingston | 85 920 | 1 930 (2,2) | 715 (0,8) |
| Ottawa* | 453 280 | 96 900 (21,4) | 82 115 (18,1) |
| Pembroke | 16 545 | 1 680 (10,2) | 945 (5,7) |

*Région métropolitaine de recensement.

Savard, Pierre *et al.* *Cultiver sa différence. Rapport du Groupe d'étude des Arts dans la vie franco-ontarienne*. Toronto, Conseil des Arts de l'Ontario, 1978. p. 56-57, 64-65.

Protection des frontières et peuplement britannique

C'est d'abord pour des raisons stratégiques que le gouvernement britannique favorise la colonisation de la pointe est de l'Ontario. Après la guerre de l'Indépendance américaine (1776-83), la protection de la frontière devient un souci majeur de l'administration britannique. Aussi, l'établissement d'une population fidèle à la Couronne le long du Saint-Laurent, entre New Johnston (devenu depuis Cornwall) et Kingston, peut constituer un rempart contre toute velléité

américaine d'invasion. Quelque 1 500 Loyalistes, en partie d'origine écossaise et catholique, s'y installent peu après 1783.

D'autres groupes d'immigrants des états de New York, du New Hampshire et du Vermont et des îles britanniques viennent s'ajouter à cette première vague et débordent lentement dans les comtés de Prescott et de Russell. Fort déçue du peu d'enthousiasme de ces Américains d'origine durant la guerre de 1812 contre les États-Unis, la Grande-Bretagne décide de favoriser l'établissement de colons plus authentiquement

Sur ces premiers mouvements de colonisation, on pourra consulter les histoires de comté, en particulier :

Harkness, R.G. *A History of Stormont, Dundas and Glengarry Counties*. Oshawa, Mundy-Goodfellow Printing Co., 1946.

Brault, Lucien. *Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell*. L'Original, Conseil des comtés unis, 1965. 377 p.

Belden, H. and Co. *Illustrated Historical Atlas of the Counties of Stormont, Dundas and Glengarry, Prescott and Russell – Supplement of the Illustrated Atlas of the Dominion of Canada; H.F. Walling's Map of the Counties of Stormont, Dundas, Glengarry, Prescott and Russell (Canada West)*. Owen Sound, Richardson, Bond and Wright, réédition 1972.

Cyrus, T. *History of the Counties of Argenteuil, Que. and Prescott, Ont. from the Earliest Settlement to the Present*. Montréal, John Lovell and Son, 1896. 665 p. Contient des notes biographiques sur presque chacun des premiers concessionnaires et habitants du comté de Prescott.

Bond, Courtney C.J., dir. *Historical Sketch of the County of Carleton 1879*. Belleville, Mika Silk Screening, 1971. 354 p. Il s'agit d'une ré-édition d'un livre paru en 1879 racontant l'histoire du comté.

On trouvera un bon résumé sur les divers établissements du premier quart du XIX^e siècle dans l'ouvrage suivant. On y notera sans doute le caractère essentiellement britannique de cette colonisation.

Bond, Courtney C.J. *Le pays de l'Outaouais. Un guide historique de la région de la capitale nationale*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968. Voir le premier chapitre.

Sur des aspects sociaux de cette colonisation, on pourra lire :

Cross, Michael. «The Age of Gentility: the Creation of an Aristocracy in the Ottawa Valley» dans *Historical Papers Presented at Annual Meeting*. Ottawa, Canadian Historical Association, 1967.

Motifs militaires de la construction du canal Rideau.

«Immédiatement après le traité de Paris – en 1783 – qui accordait l'indépendance aux États-Unis, la situation au Canada changea considérablement au point de vue politique. Aussi les autorités militaires anglaises étudièrent-elles les possibilités de la défense de leur colonie canadienne. Elles virent sans doute un danger dans la proximité du Saint-Laurent, voie principale du transport lourd, et de la frontière américaine qui, du lac Ontario à Saint-Régis, soit à quatre-vingts milles

britanniques soit anglais, écossais ou irlandais. Ainsi, à partir de 1815, les comtés de Carleton et de Lanark sont colonisés par des vétérans des troupes de Wellington licenciés après la bataille de Waterloo. De même, la mise à pied de soldats affectés à la défense de la colonie durant les conflits anglo-américains amène la fondation de Richmond en 1818. Des contingents d'immigrants irlandais répondant à l'appel de Peter Robinson viennent peu à peu se joindre à ces premiers colons.

Un projet militaire : le canal Rideau

La guerre de 1812 convainc les autorités britanniques de l'importance d'une voie navigable à l'abri de la frontière américaine, entre Cornwall et Kingston. Il s'agit de toujours pouvoir rejoindre les centres de peuplement de plus en plus importants sur la rive du lac Ontario et au-delà. Projetée depuis les années 1780, la construction du canal Rideau (1820-32) favorise aussi le peuplement.

de Montréal, suit le milieu du fleuve. Pour s'y soustraire, elles cherchèrent entre les deux extrémités du pays, à l'intérieur des terres, un autre moyen de communication moins exposé aux attaques possibles des ennemis. À cette fin, le lieutenant French fut chargé d'explorer la rivière Rideau et de se rendre à Kingston en 1783. Avec une flotille de deux canots montés par sept soldats, deux Canadiens et un sauvage, il remonta l'Ottawa et arriva aux chutes Rideau le 2 octobre. Il explore tout le territoire. Aux environs de l'embouchure de cette rivière, il remarqua la bonne qualité de la terre, les arbres, tels que l'érable, le frêne, l'orme, le cèdre et le pin. On rapporte que dès l'année 1790, les plans d'un canal militaire entre ces deux points furent soumis au gouvernement anglais qui, à cause de l'état incertain dans lequel se trouvait alors l'Europe, ne put entreprendre une telle construction. De son côté, le Canada, en raison de son état économique précaire, ne pouvait se lancer dans une si grande et si coûteuse entreprise.

«La guerre de 1812 et 1815 contre les États-Unis alarma grandement l'Angleterre, qui se rendit compte alors du peu de solidité de sa position en Amérique et des dangers de la proximité de Montréal et du Saint-Laurent de la frontière américaine. Le 17 janvier 1815, sir Gordon Drummond manifesta sa crainte de voir les États-Unis intercepter, au printemps, la navigation entre les deux provinces et ordonna d'étudier la possibilité d'une deuxième route par la rivière Rideau. Les Américains auraient pu aisément interrompre les communications par eau entre le Haut et le Bas-Canada, sauf à l'intérieur du pays pour les canots. S'ils s'étaient servis davantage de ce moyen de nuire ils auraient pu empêcher le transport, de Montréal au lac Ontario, de deux frégates qui vinrent d'Angleterre en morceaux, avec leurs agrès, canons et munitions, et qui furent expédiées par cette voie jusqu'à Kingston.

«Trois autres expéditions furent organisées en 1822 pour étudier la possibilité de divers tracés : l'un d'eux aurait pris naissance à Belleville pour aboutir à Pembroke; les deux autres, partant de Kingston, auraient débouché. l'un près de Hawkesbury, en passant par la Petite-Nation (du Sud), et l'autre, à la Chaudière, après avoir emprunté le cours de la rivière Rideau. Le duc de Wellington, qui fit le choix parmi les trois projets, adopta cette dernière route de beaucoup supérieure aux autres.»

Brault, Lucien. *Ottawa, capitale du Canada, de son origine à nos jours*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1942. p. 45-49.

Sur l'histoire du canal Rideau, on pourra consulter :

Leggett, Robert. *Rideau Waterway*. Toronto, University of Toronto Press, 1955. 249 p.

Ontario. Ministère de l'Énergie et du Développement des ressources. *History of the Rideau Waterway*. Toronto, ministère de l'Énergie et du Développement des ressources, 1970. 83 p.

La construction du canal exige une main-d'œuvre considérable. Nombre d'Irlandais viennent y travailler et certains s'établissent par la suite dans la région. Dans la ville naissante de Bytown, ils se partagent la basse-ville avec d'autres ouvriers non spécialisés dont des Canadiens

français. Plusieurs grossissent aussi les rangs des travailleurs engagés dans les diverses opérations liées à l'exploitation forestière, tout comme d'autres s'affairent aux activités du transport commercial sur le canal Rideau.

Fonction commerciale du canal Rideau.

«Agitation also for improvement of the insignificant little canals on the St. Lawrence between Montreal and Lake Ontario continued to mount. Vessels coming down from Lake Ontario could navigate with safety most of the rapids on the St. Lawrence but could not manage to sail up these stretches of swift water. Accordingly, before the St. Lawrence system was completed, vessels from Upper Canada journeyed to Montreal down the St. Lawrence, using the lower canals as they gradually came into use, and then returned to Lake Ontario by sailing up the Ottawa River to Bytown and through the Rideau Canal to Kingston. The serious depression of 1836-37 exercised a considerable influence upon the early development of commercial traffic on the Rideau Canal but by 1840, the effects of this economic set-back were disappearing and, as we have just seen, commercial traffic really began to increase. At the same time this early "Triangular Route" became the subject of much public controversy. For example, the freight rate in 1841 from Montreal to Kingston was from \$13 to \$15 per ton. Merchants were not slow to point out that this was exactly the same amount as was charged between Buffalo and New York for transport over almost twice the distance! (. . .)

«In the Year 1845 a fleet of no less than thirty small steamboats was regularly employed on the Kingston-Montreal-Ottawa-Kingston round trip. One company alone had a fleet of thirteen "puffers", as the early non-condensing steamboats were affectionately called. Another depression in 1847-50 slowed up this steady progress but with the turn into the second half of the century, traffic continued to increase, its peak being reached about 1860. This is the more remarkable in that the St. Lawrence canal system was completed in 1851, when the opening of the Junction Canal between Cardinal and Iroquois finally made it unnecessary for vessels to use the Ottawa and Rideau route in returning upstream from Montreal. In its issue of May 27, 1834, the *Patriot* (of Toronto) had had this to say : "The Rideau Canal has at length asserted its pre-eminence over the St. Lawrence rapids and seems destined for some years to be the chosen route from Montreal to the Western Regions." But despite such high hopes, the fate of the Rideau Canal as the St. Lawrence seaway had been forecast on a day in 1842 when *The Highlander* sailed into Kingston Harbour, having come up the St. Lawrence under its own steam through the rapids which still remained. This was almost a freak voyage but in 1851 navigation up the St. Lawrence from Montreal really became a commercial proposition. For the first few decades of its existence, however, the Rideau Canal had been a vital part of the St. Lawrence seaway, precursor of the route developed by the end of the century by means of the fourteen-foot canals of the St. Lawrence, and forerunner of the great international Seaway project of today.»

Legget, Robert. *Rideau Waterway*. Toronto, University of Toronto Press, 1955. p. 87-89.

Quoique l'emplacement de Bytown (Ottawa) ait été recommandé au gouvernement comme site d'une ville dès 1791, sa fondation ne date que de 1826. Sur l'autre rive de l'Outaouais, Hull se développe depuis plus de vingt-cinq ans, grâce à l'exploitation forestière, quand le colonel By commence à faire arpenter la future capitale.

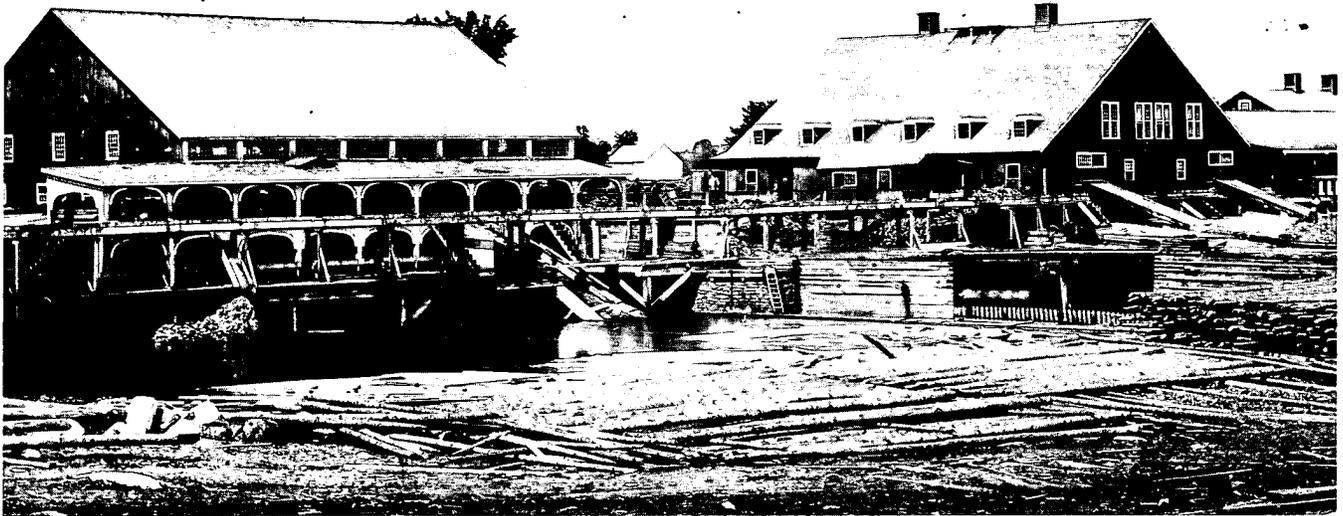
Naissance de Bytown.

«À l'automne de 1826, By fit d'abord arpenter et diviser, en lots de soixante-six pieds de largeur par cent quatre-vingt-dix-huit de profondeur, le terrain de la haute ville compris entre les rues Bronson, Wellington et Bank, et la rivière Ottawa; après avoir drainé celui de la basse ville, marais impénétrable, borné par la rivière Rideau, les rues Sussex, Rideau et Murray, il le fit également arpenter et diviser, se réservant pour fins militaires la colline du Parlement, le parc Major et la pointe Nepean. Cet exemple fut imité un peu plus tard par Nicholas Sparks, dont le terrain était compris entre les rues Wellington, Bronson, Laurier et Waller, et par Louis-Théodore Besserer, qui possédait tout l'espace s'étendant de la rue Waller à la rivière Rideau et de la rue Laurier à la rue Rideau.

«By loua ensuite des lots à ceux qui désiraient s'y établir et l'argent des loyers perçus fut affecté à l'entretien du canal, et surtout à l'ouverture et au drainage des rues et aux autres dépenses locales. Pour obtenir un lot on devait en plus promettre d'y construire une maison de trente pieds carrés en moins de douze mois, sur la ligne de la rue indiquée par l'arpenteur.

«Bientôt l'on vit surgir de la forêt des rues alignées, des résidences, des boutiques et des magasins. Les immenses travaux entrepris donnèrent lieu à une affluence de marchands et d'artisans, tels que boulangers, bouchers, forgerons, charrons, voituriers, menuisiers, cordonniers, etc., qui demandèrent des terrains pour s'y établir. Les principaux artisans obtinrent les plus beaux lots et s'installèrent le long des rues Sussex et Rideau. Dès l'année 1827, un bon nombre de petites maisons en brique furent construites. Elles consistaient généralement en un rez-de-chaussée comprenant une salle d'entrée, une salle à manger, une chambre à coucher et une cuisine. Pour les ouvriers sans familles employés aux travaux, By construisit deux casernes en bois rue Rideau près de Sussex. Au printemps de 1827, il établit son atelier dans la basse ville. Une vie intense succéda au silence de la forêt et les ouvriers du canal transformèrent bientôt cet endroit en un village. Dès 1832, on comptait environ cent cinquante maisons, rues Rideau, Sussex et Wellington (aux Flatts). Une double rangée de maisons se trouvait le long du canal (Corktown) près du pont actuel de la rue Laurier. Peu à peu, la hache fit reculer la forêt et après un certain nombre d'années, ce fut une ville.»

Brault, Lucien. *Ottawa, capitale du Canada de son origine à nos jours*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1942. p. 57 et 62-63.



Scierie à Hawkesbury, 1865

Musée McCord, université McGill 16316-1

Parmi les ouvrages relatant l'histoire de la ville d'Ottawa, on pourra aussi consulter :

Brault, Lucien. «Bibliographie d'Ottawa». *Revue de l'Université d'Ottawa*, 84 (juillet-septembre 1954) : 345-375.

Commission de la capitale nationale. *Une bibliographie de l'histoire et du patrimoine de la région de la capitale nationale – A Bibliography of History and Heritage of the National Capital Region*. Ottawa, Commission de la capitale nationale, 1976. 310 p. Utile pour l'ensemble de la région de la capitale nationale.

Brault, Lucien. *Ottawa, Old and New*. Ottawa, Ottawa Historical Information Institute, 1946. 349 p.

Eggleston, W. *Le choix de la Reine : étude sur la capitale du Canada*. Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1961. 342 p.

Walker, H. *The Ottawa Story through 150 years*. Ottawa, The Journal, 1953. 94 p.

Commission de la capitale nationale. *Ottawa et Hull : aperçu d'histoire*. Ottawa, Commission de la capitale nationale, 1962. 22 p.

Whitton, Charlotte. *A Hundred Years A-Fellin' 1842-1942*. Ottawa, (s.n.) 1943.

Bond, Courtney C.J. *Le pays de l'Outaouais. Un guide historique de la région de la capitale nationale*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968. 198 p. Un guide intéressant pour des excursions historiques dans la région.

Davies, B. *Ottawa. Portrait of a Capital*. Toronto, McGraw Hill, 1954. 185 p.

Ross, A.H.D. *Ottawa Past and Present*. Ottawa, Thornburn and Abbott, 1927. 224 p.

Gard, A.A. *The Hub and the Spokes : or, The Capital and its Environs*. Ottawa Press Gallery Edition/The Emerson Press, 1904. 371 p. 175 pages d'illustrations en annexe.

Edgar, J.D. *Canada and its Capital. With Sketches of Political and Social Life at Ottawa*. Toronto, George N. Morang, 1898. 217 p.